

PSQ, CONTINUUM DE SÉCURITÉ, QQR...

“ÇA CONTINUE... ENCORE ET ENCORE”

Depuis plus de 30 ans, tous les gouvernements n'ont cessé d'augmenter nos prérogatives et d'élargir notre champ de compétence et d'intervention, mais aucun n'a contribué à faire avancer de manière significative le volet social. Les promesses, les engagements n'ont jamais été tenus !

Cela fait également plus de 30 ans que la profession revendique unanimement :

- La prise en compte de l'ISF (Indemnité Spéciale de Fonctions) dans le calcul de la pension de la retraite,
- Une bonification quinquennale, en reconnaissance de la pénibilité du métier, permettant un véritable départ à 57 ans. (Si le classement en catégorie active, permet déjà un départ en retraite à 57 ans, le montant actuel des pensions est tel, que peu de policiers municipaux peuvent se permettre de profiter d'un départ anticipé, pourtant largement mérité au vu des contraintes, de la pénibilité et de la dangerosité du métier).

L'État ne peut continuer à augmenter la charge de travail, les contraintes, les risques, les prérogatives et persister à faire des policiers municipaux les parents pauvres des forces de sécurité publique.

Cela fait des mois que la demande de F.O., d'ouvrir des négociations sur le volet social (entre autres) reste lettre morte. Le dialogue social est inexistant.

FOPM appelle l'ensemble des syndicats à un FRONT UNITAIRE sur le VOLET SOCIAL.

**PROFITONS DE LA REUNION DE LA CCPM DU 15 OCTOBRE
POUR EXIGER L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS SUR LE VOLET SOCIAL.**

**REFUSONS TOUTE PARTICIPATION A TOUT PROJET DE L'ÉTAT TANT QU'UN
CALENDRIER DE NÉGOCIATIONS SUR LE VOLET SOCIAL NE SERA PAS FIXÉ.**

**L'ENSEMBLE DE LA PROFESSION DOIT SE MOBILISER
POUR ÉTABLIR UN VÉRITABLE RAPPORT DE FORCE**